Bischheim, le 20/11/18

**Déclaration d’Alsace Nature, lors de la conférence de presse d’annonce de l’arrêt de la grève de la faim**

Aujourd’hui nous tenons à apporter toute notre soutien et notre admiration à nos collègues grévistes de la faim qui viennent de prendre la décision de cesser leur jeûne. C’est une décision courageuse et, ils le savent, ils rentrent aujourd’hui dans une seconde longue étape qui est celle de la réalimentation. On ne sort pas d’un mois de grève de la faim sur une décision et les semaines qui viennent vont être encore difficiles pour eux. Le processus de réalimentation est une part entière de la grève de la faim.

C’est par ailleurs une décision courageuse et responsable. Le combat contre le GCO ne mérite aucun martyr et surtout il ne s’arrête pas à cette action.

En effet, il aura permis de positionner le dossier là où il devrait être depuis bien longtemps : entre les mains du Président de la République.

Les annonces de ce gouvernement et du Président ont été nombreuses autour de la question du changement climatique et de la nécessaire lutte pour garder un monde vivable. Les rapports, les alertes, venant de toute la communauté scientifiques mais aussi de la société civile se sont multipliées. On aurait pu croire à une symbiose entre le politique et les citoyens… Mais malheureusement il n’en est rien et nous apprenons, aux dépends de l’avenir de notre territoire, que la communication et l’action reste deux domaines distincts.

Edouard Philippe parle de « *désintoxiquer les français de leur dépendance* » au pétrole et à la voiture, mais on construit des autoroutes, Emmanuel Macron écrit sur twitter «*Le rapport du Giec le prouve scientifiquement : nous avons toutes les cartes en main pour lutter contre le réchauffement climatique. Mais il faut que tout le monde agisse maintenant*» mais on se mure dans un silence coupable quand il s’agit de poser un acte politique fort.

Ainsi, ne nous trompons pas, la fin de la grève ne marque pas l’acceptation par les opposants de ce dossier. A vouloir porter coûte que coûte ce dossier passéiste, l’Etat, qui entraine dans son sillon les grands élus d’Alsace et quelques parlementaires, a déconstruit le processus démocratique, a choisi la rupture avec les associations de protection de la nature, a préféré le mensonge à la nécessaire « analyse à froid » qu’imposait ce dossier à l’arrivée de l’actuel gouvernement.

Nous n’évoquerons pas ici les arguments de fonds qui nous font affirmer avec détermination que ce projet n’est porteur que de problèmes supplémentaires et d’aucune solution, mais nous restons hermétiques à la méthode Coué qui visiblement fonctionne à merveille auprès des dirigeants.

Non le GCO n’a pas vocation à désengorger Strasbourg c’est mentionné p.25 du dossier de Déclaration d’Utilité Publique et nous le savons donc depuis dix ans.

Non le GCO n’a pas vocation à dépolluer Strasbourg et nous le savons depuis le rapport remis par Atmo Grand Est le 1er décembre 2016.

Dès lors ces arguments exprimés par Le Ministre François de Rugy lors de nos entrevues en octobre dernier, par Roland Ries le 15 octobre lors du Conseil Municipal de Strasbourg, par le Chef de cabinet de Monsieur Macron dans un courrier adressé en réponse au Collectif ne sont que purs mensonges.

Dès lors, comment considérer un débat démocratique possible si les parties n’ont pas le minimum d’honnêteté nécessaire ?

Enfin, nous entendons que « si la justice suspend le projet nous rouvrirons le débat ». Est-ce cela désormais la doxa politique du nouveau monde ? L’acte politique porte sa noblesse dans le fait de donner des perspectives, dans l’entretien méthodique et inaltérable du dialogue démocratique, dans la lecture prospective de l’intérêt général. Oui si la justice suspend le projet, le gouvernement sera contraint d’en prendre acte. Ce n’est pas une décision politique c’est un fait de droit.

Le Président de la République doit prendre la mesure de ce qui se joue sur le territoire alsacien. Oui des élus, veulent le GCO, comme ils ne voulaient pas la fermeture de la centrale de Fessenheim, pour autant la fonction de Président doit permettre de prendre la hauteur nécessaire à une juste décision.

A l’aube de la signature d’un nouveau traité de l’Elysée, le couple franco-allemand ne peut pas inscrire le devenir de nos relations avec un tel projet passéiste à leur frontière.

Avec France Nature Environnement et ses 3000 associations fédérées, le syndicat des Avocats de France, l’union départementale de la CGT, la CGT Vinci, l’Union des Eglises Protestantes d’Alsace-Lorraine, la Fédération Protestantes de France, la Confédération Paysanne, la Société Française pour le Droit de l’Environnement, Collectif Non à l’autoroute A133-A134, Coordination des opposants A45, Coordination de Biz mugi (Alternatiba Pays Basques), le parti communiste français, 70 parlementaires, 250 élus locaux, nombre de personnalités (Eva Joly, Dominique Bourg, Marie-Monique Robin,…) et bien d’autres encore nous demandons solennellement au Président de la République de prononcer le moratoire seule issue possible à la situation de crispation sur le terrain et nous restons, dans cette perspective à son entière disposition pour une entrevue à la date et heure de sa convenance.